

INDE : FICHE PAYS – OCTOBRE 2024

Catégorie OCDE (2024) : 3/7

Notes agences (SP / Moody's / Fitch) : BBB-/Baa3/BBB-

Monnaie locale : roupie indienne (INR) / Régime de change : flottant administré

Horizon neutralité climat : 2070



FORCES

- Taille du marché interne, démographie favorable
- Secteur de services de pointe
- Amélioration de l'environnement des affaires
- Dette externe faible, réserves en devises confortables
- Continuité politique

FAIBLESSES

- Dépendance énergétique
- Infrastructures défaillantes et insuffisantes
- Protectionnisme, lourdeurs administratives
- Pauvreté, inégalités

SYNTHÈSE :

Evolution des risques : Stable

Environnement macroéconomique et financier :

- **Vulnérabilité de la croissance** : La croissance indienne a atteint +8,2% pour l'exercice budgétaire terminé en mars 2024, dépassant ainsi les prévisions de marché pour la 3^{ème} année successive. Les perspectives de croissance pour l'exercice budgétaire en cours (FY 2024/25) restent bien orientées mais plus modérées, comprises entre +6,5% et +7,2%. Les dépenses publiques d'investissement, la consommation des ménages, ainsi que le dynamisme du secteur des services soutiendraient l'activité.
- **Vulnérabilité des comptes publics** : Le gouvernement poursuit dans la voie d'une réduction progressive du déficit public, qu'il prévoit de ramener à -4,9% du PIB sur l'exercice budgétaire en cours (après -5,6% et -6,4% du PIB lors des deux précédents exercices). Le ratio dette/PIB est relativement élevé mais stable (autour de 82% du PIB) malgré l'augmentation de la dette nominale, grâce à la dynamique du PIB. La dette publique indienne est majoritairement libellée en monnaie nationale (environ 96% du total) donc peu sensible à une dépréciation de la roupie et dispose d'une maturité moyenne supérieure à 8 ans, ce qui limite le risque de refinancement.
- **Vulnérabilité extérieure** : Le niveau de vulnérabilité externe s'est amélioré grâce à la réduction du déficit courant et le renforcement des réserves de change qui s'élèvent à 679 Md\$ à mi-août 2024 (soit plus de 8 mois d'importations). Celle-ci couvrent la totalité de la dette externe du pays. Dans ce contexte, les pressions baissières sur la roupie se sont modérées mais la monnaie reste sensiblement sous son niveau de 2021. La banque centrale reste vigilante et devrait continuer à intervenir sur le marché des changes en cas de besoin.
- **Vulnérabilité du secteur bancaire** : L'amélioration des ratios bancaires se poursuit grâce aux diverses mesures de soutien mises en place par le gouvernement. Le taux de NPL a baissé à 2,8% en mars 2024 (contre 3,8% en mars 2023).

Environnement politique et gouvernance :

- **Stabilité socio-politique** : Comme attendu, le Premier ministre, Narendra Modi a été reconduit pour un 3^{ème} mandat consécutif de 5 ans lors des élections générales d'avril-juin 2024. L'élan de réformes structurelles devrait se poursuivre puisque l'Alliance nationale démocratique (NDA), dirigée par le parti du Premier ministre, le Bharatiya Janata (BJP), a obtenu la majorité des sièges au sein de la chambre basse du parlement.
- **Climat des affaires** : Le climat des affaires est en constante amélioration, favorisé par les diverses réformes et mesures entreprises par le gouvernement (mise en place de la TVA unique, ouverture de certains secteurs à l'investissement privé, programme de relance des infrastructures...). En juillet 2024, le gouvernement a annoncé une réduction du taux d'imposition des entreprises étrangères de 40% à 35%, ainsi qu'une simplification des règles relatives aux IDE en juillet 2024. Il a proposé également de modifier la loi sur les douanes afin de faciliter le dédouanement des importations.

Environnement et politique du climat :

- **Vulnérabilité climatique** : Le système énergétique indien repose essentiellement sur l'usage du charbon pour la production électrique (soit environ 75% de la production d'électricité). Concernant les énergies renouvelables, l'Inde s'est fixée pour objectif d'augmenter sa part installée et d'attendre 40% d'énergie renouvelable dans le mix électrique du pays d'ici 2030. Le pays ne devrait cependant pas abandonner l'usage du charbon puisque des nouvelles installations sont en phase de construction afin de pouvoir répondre aux besoins internes.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux produits échangés Part moyenne des échanges de marchandises 2019-2023 (% du total)		Principaux partenaires commerciaux + France Part moyenne des échanges de marchandises 2019-2023 (% du total)	
Exportations	Importations	Exportations	Importations
Combustibles minéraux	16,1%	Pétrole	32,2%
Diamants, articles de bijouterie	9,3%	Or, diamants	12,1%
Turboréacteurs, appareils de transmission	6,4%	Machines, appareils et matériels élect.	10,6%
Produits chimiques organiques	5,5%	Machines, appareils méca.	8,7%
Médicaments	5,3%	Produits chimiques organiques	4,4%
		Etats-Unis d'Amérique	17,6%
		Emirats arabes unis	7,3%
		Chine	5,0%
		Pays-Bas	3,4%
		France (17ème)	1,7%
		Chine	15,5%
		Etats-Unis d'Amérique	7,0%
		Emirats arabes unis	6,7%
		Arabie saoudite	5,4%
		France (28ème)	0,8%

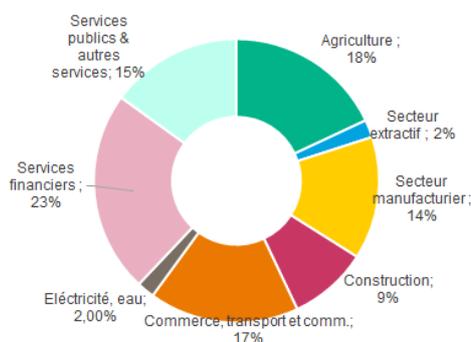
Source: Cnucead

TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

Inde	2020/21	2021/22	2022/23	2023/24	2024/25 (p)	2025/26 (p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	2 675	3 167	3 353	3 572	3 937	4 340
<i>Rang PIB mondiale</i>	7	7	6	7	6	6
Population (Mns)	1 396,4	1 407,6	1 417,2	1 428,6	1 441,7	1 454,6
<i>Rang Population mondiale</i>	2	2	2	2	2	2
PIB / habitant (USD)	1 916	2 250	2 366	2 500	2 731	2 984
Croissance PIB (%)	-5,8	9,7	7,0	8,2	7,0	6,5
Inflation (moyenne annuelle, %)	6,2	5,5	6,7	5,4	4,6	4,2
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	71,0	68,1	62,3	63,6	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dette publique (% PIB)	88,4	83,5	81,7	82,7	82,5	81,8
Solde public % PIB) ^D	-9,1	-6,7	-6,4	-5,6	-4,9	-4,5
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	NA	NA	NA	NA	NA	NA
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)	0,9%	-1,2%	-2,0%	0,7%	-1,4%	-1,6%
IDE (% du PIB)	2,1%	2,4%	2,3%	2,3%	NA	NA
Réserves (en mois d'importation B&S)	16,5	12,1	8,8	9,7	10,1	10,6
Dette extérieure totale (% PIB)	19%	18%	18%	18%	16%	16%
Dette extérieure CT (% PIB)	3,9%	3,6%	3,8%	3,5%	3,4%	3,3%
Taux de change***	74	74	79	83	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés	15,6	14,8	15,8	15,6	NA	NA
Taux de NPL	7,9	6,5	4,8	1,7	NA	NA
ROE	7,3	9,9	12,7	17,7	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	107	113	109	NA	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*	NA	NA	NA	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) ^a	99	98	97	96	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	131	136	113	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c	12	9	13	4	6	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions, Sources: FMI, Oxford Economics. Sources: FMI, * Banque Mondiale, ***T. Reuters a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch; D: Part du gouvernement central (pour FY 2024/25 et FY 2025/26, prévisions du ministère des finances indien, juillet2024)

Répartition de la VA (% , exercice budgétaire 2023-2024)



Source: Ministry of Statistics & Program Implementation



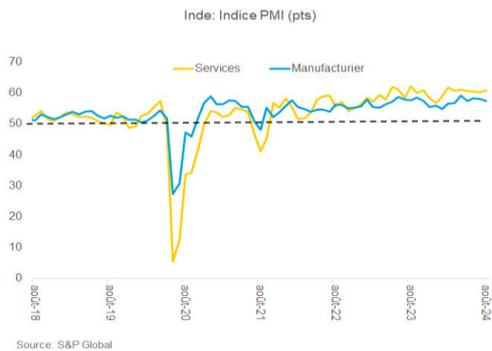
1. SITUATION ECONOMIQUE

- **Une croissance robuste**

La croissance indienne a atteint **+8,2% lors de l'exercice budgétaire 2023/24** (terminé en mars 2024), après +7,0% sur l'exercice précédent, dépassant ainsi les prévisions de marché pour la 3^{ème} année successive. La croissance a été en particulier soutenue par le dynamisme de l'investissement et par la consommation des ménages.

Au T1 de l'exercice budgétaire en cours (avril 2024-juin 2024), la croissance a atteint **+ 6,7% en g.a.** (après +7,8% lors du trimestre précédent et +8,2% sur la même période l'an passé), pénalisée par les restrictions imposées aux activités gouvernementales (réduction des dépenses) en raison du code de conduite lors des élections générales¹ et par les conditions météorologiques défavorables (vagues de chaleur). Les données sous-jacentes restent néanmoins positives avec notamment une hausse de la consommation privée et une légère amélioration de l'investissement (malgré la chute de l'investissement public).

A noter que les **indicateurs de confiance dans les services et l'industrie manufacturière sont en expansion** (cf. graphique ci-dessous), alors que les **carnets de commandes, en particulier domestiques, sont bien orientés**. L'indicateur PMI relatif aux services a par ailleurs atteint un point haut à 60,9 pts en août 2024, dépassant ainsi sa moyenne de long terme.



L'activité est ainsi prévue plus robuste dans les trimestres à venir. L'investissement serait tiré par les **investissements publics en infrastructures, mais aussi privés** (dans les logements en particulier), dans un contexte de dynamisme du crédit bancaire². Le

¹ Les élections générales en Inde se sont déroulées d'avril à juin 2024.

² L'atténuation des risques liés au secteur bancaire permet aux banques publiques de soutenir le crédit. Les taux de prêts non performants (NPL) sont en amélioration constante après le pic de 11% observé en 2017. Il atteint s'élève ainsi à 2,8% du total des prêts en mars 2024.

³ Fin août 2024, l'agence Moody's a révisé à la hausse sa prévision de croissance pour l'Inde à +7,2% pour l'exercice budgétaire en cours FY2024/25 (contre +6,8% précédemment) et de +6,6% pour l'exercice FY 2025/26 (contre +6,4% auparavant). La banque centrale (RBI)

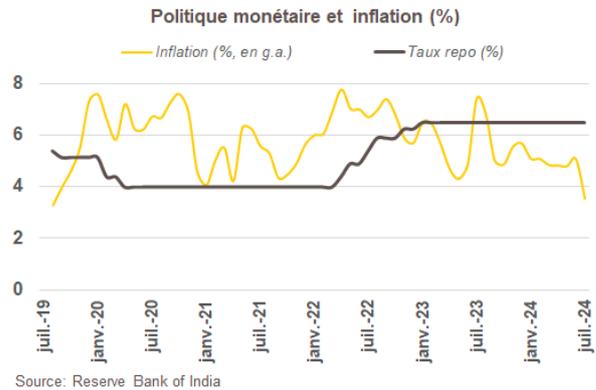
ralentissement des prix (Cf. détails ci-dessous) soutiendrait également la consommation des ménages.

Enfin, pour l'exercice budgétaire en cours (2024/2025) qui se termine en mars 2025, les perspectives de croissance sont comprises entre +6,5% et +7,2% selon les dernières prévisions³.

- **Une banque centrale vigilante face aux pressions inflationnistes**

Face aux fortes pressions inflationnistes en 2022, la **banque centrale (RBI) avait relevé son taux directeur (repo) de 225 points de base à 6,25% en 2022, puis une nouvelle hausse de 25 pdb est intervenue en février 2023, portant le taux à 6,5%, resté inchangé depuis.**

Malgré le repli de l'inflation observé depuis la mi-2023 avec un point bas atteint en juillet à 3,6%, soit le niveau le plus faible depuis août 2019, celle-ci est restée en moyenne dans la moitié supérieure de la fourchette cible de la banque centrale de 4% (+/-2%) sur les 7 premières mois de l'année. Dans ce contexte, **la RBI a maintenu son taux directeur (repo) à 6,5%** lors de la réunion d'août 2024. **Un assouplissement de la politique monétaire pourrait toutefois intervenir d'ici la fin d'année** si la diminution de l'inflation se confirmait.



- **Poursuite de l'amélioration des ratios bancaires**

Tous les efforts entrepris par le gouvernement indien (recapitalisation, restructuration des banques publiques⁴, ouverture du capital, création d'une entité pour absorber une partie des créances douteuses...) **semblent porter leurs fruits**. Selon le rapport de la banque centrale (juin 2024), le ratio des capitaux propres

prévoit également une croissance à +7,2% pour l'exercice budgétaire en cours (prévision de juin 2024), tandis que le ministère des Finances est un peu moins optimiste et prévoit une croissance comprise +6,5% et +7% (juillet 2024).

⁴ Depuis 2011, le secteur bancaire indien avait en effet été fragilisé par la détérioration du bilan des entreprises qui s'est traduit par une dégradation des actifs du secteur. Le gouvernement a annoncé un plan de recapitalisation des banques publiques en octobre 2017 et un processus de restructuration des banques a également été mis en place.



du secteur bancaire sur les actifs pondérés des risques est à 16,8% (après 17,1% en mars 2023).

Le taux des prêts non performants bruts évolue de nouveau favorablement avec une baisse à 2,8 % en mars 2024 (contre 3,9% en mars 2023).

2. FINANCES PUBLIQUES

- **Vers une nouvelle réduction du déficit public**

Le déficit public du gouvernement central pour l'exercice 2023/24 (terminé en mars 2024) a atteint **-5,6% du PIB** (contre -6,4% du PIB lors de l'exercice précédent). Ce résultat est meilleur qu'anticipé dans le budget (-5,9% du PIB). Le déficit demeure cependant encore supérieur au niveau d'avant crise sanitaire (-3,7% en moyenne sur la période 2016 à 2019). **La collecte des recettes est restée dynamique**, favorisée par la hausse de l'activité, et la réforme de la taxe sur les produits et services (GST) de 2016, qui arrive à maturité.

Pour l'exercice budgétaire 2024/25 (en cours jusqu'en mars 2025), le gouvernement prévoit de ramener le déficit de **-4,9% du PIB** (contre -5,1% du PIB prévus dans le budget intérimaire de février). Ce changement d'objectif est en partie lié à la [remontée de dividendes record de la banque centrale au gouvernement central](#), estimée à 0,64% du PIB.

Le budget prévoit une hausse des dépenses de 0,2% par rapport au budget précédent. Les dépenses d'investissements dans les infrastructures restent prioritaires et devraient représenter 3,4% du PIB (contre 3,3% du PIB lors de l'exercice précédent). **Le gouvernement a aussi annoncé diverses mesures fiscales**, telles qu'une hausse de la taxe sur les plus-values, l'exonération des droits de douane sur 25 minéraux critiques et la réduction de 6% des droits de douane sur l'or et l'argent⁵. Le budget est basé sur une prévision de croissance du PIB en volume comprise entre 6,5% et 7% (10,5% du PIB en nominal), en ligne avec les prévisions de croissance les plus récentes.

- **Une dette publique essentiellement domestique**

La dette publique indienne a atteint un pic à **88,4 % du PIB sur l'exercice budgétaire 2020/21**. Depuis, ce ratio a eu globalement tendance à diminuer favorisé par le rebond de l'activité mais reste au-dessus de son niveau d'avant crise covid (70% du PIB en moyenne entre 2016 et 2019). Pour l'exercice 2023/24 terminé en mars 2024, il aurait atteint près de 82,7% du PIB (après 81,7% du PIB lors de l'exercice précédent). **Pour l'exercice en cours (FY 2024/25), le ratio dette/PIB est attendu relativement stable autour de 82,5% du PIB**.

La dette est principalement libellée en monnaie nationale (environ 96% du total), donc peu sensible à

une dépréciation de la roupie indienne face au dollar. Sa maturité moyenne est supérieure à 8 ans, ce qui limite le risque de refinancement, et l'exposition aux non-résidents est très limitée (seuls environ 5% du total de la dette serait détenu par les non-résidents). Ainsi, elle n'est pas source de risque à ce stade. Le pays dispose en outre d'un accès aisé aux différentes sources de financement, favorisé notamment par son rating souverain Investment grade auprès des 3 principales agences de notation.

La dette publique devrait par ailleurs diminuer lentement, prévue autour de **79,9% du PIB à l'horizon 2028/2029**, selon les prévisions du FMI. Elle resterait donc supérieure au ratio limite de dette/PIB préconisé par le *Fiscal Responsibility and Budget Management (FRBM Committee Report)* qui est à **60%**.

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Réduction du déficit courant en 2023/24**

La balance commerciale indienne est structurellement déficitaire. Les exportations de biens (articles de bijouterie, textiles, métaux, produits agricoles et chimiques) ne compensent pas les besoins d'importations, d'énergie principalement (pétrole et dérivés), mais aussi d'or.

Les exportations de services à contenu technologique (informatique, etc.) compensent en partie le déficit commercial. Les transferts de travailleurs expatriés constituent également une ressource importante pour couvrir une partie du déficit de la balance courante.

Lors de l'exercice budgétaire 2023/2024 (terminé en mars 2024), le déficit courant s'est nettement réduit à **-0,7% du PIB** (après -2% du PIB précédemment), en lien avec la réduction du déficit de la balance commerciale et la hausse de l'excédent de la balance des services.

Pour l'exercice budgétaire en cours (2024/25), le déficit courant devrait à nouveau se creuser, prévu à **-1,4% du PIB**. Sur les 4 premiers mois de l'année budgétaire (avril à mi-juillet 2024), le déficit de la balance commerciale (biens et services) s'est d'ores et déjà élargi à 31,1 Md\$ (après 27,5 Md\$ sur la même période l'an passé). La hausse des exportations de +6,6% sur cette période n'a pas compensé celle des importations qui ont progressé de +7,3%, tirée par le dynamisme de la demande interne.

- **Une destination privilégiée des IDE, malgré la nette baisse enregistrée en 2023**

L'Inde demeure l'une des principales destinations d'IDE au niveau mondial. En 2023, le pays a

⁵ Le budget a mis en évidence un certain nombre d'autres domaines prioritaires pour le gouvernement, notamment autour du développement agricole, de la création d'emplois, de l'amélioration des

compétences de la main-d'œuvre et du renforcement du secteur manufacturier. Plus de détail [ici](#).



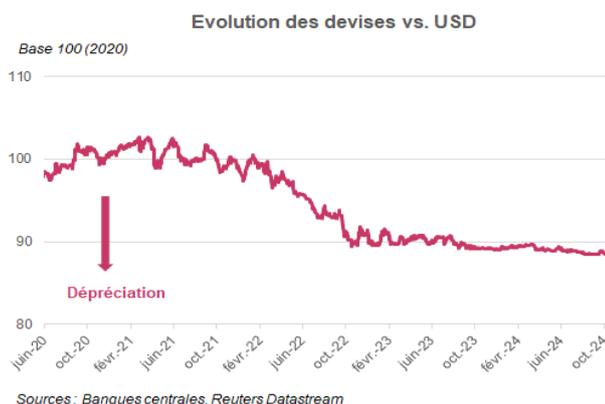
cependant chuté au classement mondial établi par la CNUCED à la 15^{ème} position (après avoir été la 8^{ème} destination des IDE en 2022). Le pays a reçu un peu plus de 28 Md\$ des flux d'IDE entrants, contre 49 Md\$ en 2022, soit une baisse de 43%. Les tensions politiques au Moyen Orient et en Europe, ainsi que les conditions de liquidités plus serrées ont affecté l'évolution des IDE vers les pays émergents (en baisse de 7% en 2023). L'Asie est la zone émergente qui a le plus souffert avec une baisse de 8% des flux d'IDE par rapport à 2022 (contre -3% pour l'Afrique et -1% pour l'Amérique latine).

- Une dette externe faible

La dette externe indienne demeure relativement faible, estimée à près de 663,8 Md\$ en mars 2024, soit 18,7% du PIB (après 19% du PIB en mars 2023). La part publique (gouvernement) s'élève à 22,4% du total de la dette externe fin mars 2024.

Les réserves de change brutes restent très confortables à 679 Md\$ à mi-août 2024, et couvrent la totalité de la dette externe du pays.

- Des pressions baissières persistantes sur la monnaie



En 2022, la roupie indienne a eu tendance à se déprécier régulièrement (cf. graphique ci-dessus) dans un contexte d'inflation persistante, de sorties des capitaux, ainsi que de dégradation du solde courant liée à la hausse des prix de l'énergie. Depuis, les pressions baissières sur la monnaie, bien que nettement plus modérées, n'ont pas permis à la roupie indienne de se redresser. Celle-ci reste 12% sous son niveau de fin 2021.

Le déficit courant persistant et prévu en augmentation, ainsi que l'assouplissement de la politique monétaire si plus marqué que celui américain, pourraient maintenir les pressions baissières sur la roupie indienne.

La banque centrale (RBI) reste cependant vigilante et devrait continuer à intervenir sur le marché des

changes, afin qu'une appréciation/dépréciation de la monnaie se fasse de manière ordonnée.

A noter par ailleurs que les réserves de change de la banque centrale demeurent confortables à 663 Md\$ à mi-août 2024 et offrent à la banque centrale la possibilité de continuer à intervenir sur le marché du change pour soutenir la monnaie, si besoin.

4. ASPECTS POLITIQUE ET GOUVERNANCE

- Le Premier ministre, Narendra Modi est reconduit à la tête du pays

Elu pour la première fois en 2014, le Premier ministre Narendra Modi a été reconduit pour un 3^{ème} mandat consécutif lors des élections générales qui se sont déroulées d'avril à juin 2024.

Son parti, le Bharatiya Janata (BJP) n'a cependant pas obtenu la majorité des sièges au sein de la chambre basse du parlement comme précédemment. L'alliance nationale démocratique (NDA), dirigée par le BJP (principal parti de cette coalition) a toutefois remporté la victoire avec 292 sièges sur les 543 à la chambre basse du parlement (la majorité est à 272 sièges) ce qui devrait permettre au gouvernement de poursuivre son programme de réformes. Le gouvernement n'est cependant pas à l'abri des défections politiques au sein de la coalition ce qui pourrait affaiblir l'alliance, d'autant plus que la majorité obtenue est faible.

La perte de majorité du BJP (pro-hindouiste) serait en revanche positive pour la stabilité sociale, en réduisant les tensions communautaires.

Sur le plan des relations internationales, le gouvernement devrait poursuivre ses efforts pour resserrer ses liens stratégiques avec les États-Unis (1^{er} client à l'export) et leurs alliés, tout en équilibrant ses liens avec la Russie. Les différends avec la Chine persisteront mais les deux pays ont conscience de leurs intérêts économiques et commerciaux communs. La Chine et l'Inde sont par ailleurs de plus en plus interdépendantes économiquement (échanges commerciaux, accords concernant la sûreté maritime.). Les relations avec le Pakistan, autour de la région du Cachemire, restent en revanche tendues.

En termes d'intégration régionale, l'Inde fait partie du nouveau partenariat économique en Asie Pacifique⁶ annoncé par le président américain Joe Biden lors du sommet du Quad (mai 2022). Ce partenariat regrouperait 13 pays, dont l'un des objectifs serait la réorganisation des chaînes de valeur (hors Chine). Enfin sur le plan commercial, l'Inde dispose d'une quinzaine d'accords de libre d'échange en

⁶ Il s'agit du *Indopacific Economic Framework (IPEF)*.

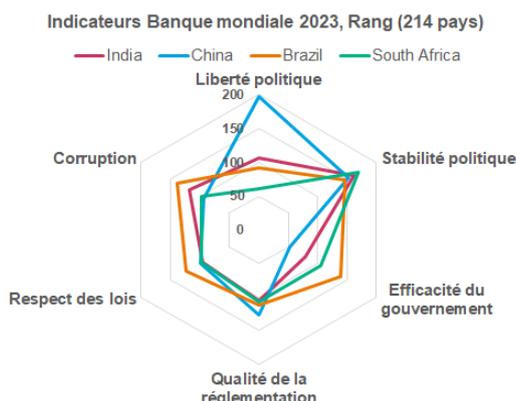


vigueur et souhaite en conclure d'autres avec le Royaume-Uni, le Canada, l'UE et Israël⁷.

- **Un environnement des affaires en amélioration**

Le climat des affaires est en amélioration, soutenu par les diverses réformes et mesures entreprises par le gouvernement lors de ces dernières années (mise en place de la TVA unique, ouverture de certains secteurs à l'investissement privé, programme de relance des infrastructures...). **En juillet 2024, le gouvernement a annoncé une réduction du taux d'imposition des entreprises étrangères de 40% à 35%, ainsi qu'une simplification des règles relatives aux IDE en juillet 2024. Il a proposé également de modifier la loi sur les douanes afin de faciliter les importations** (qui concerneraient notamment les différentes preuves d'origine des biens).

En matière de gouvernance, l'Inde rencontre cependant des lacunes mais semble un peu mieux classée en matière de **qualité de la réglementation par rapport aux autres membres des BRICS, que la Chine en particulier** (Cf. graphique ci-dessous). **La perception de la corruption reste cependant élevée**, selon les indicateurs de la Banque Mondiale.



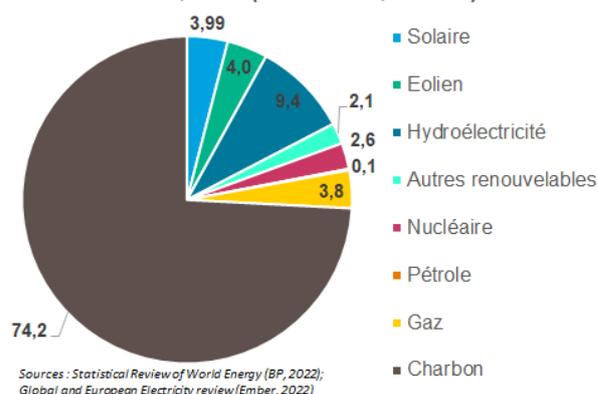
Note de lecture : plus les lignes sont éloignées du centre du radar, plus le pays est dans le bas du classement.

5. POLITIQUE CLIMAT

Le système énergétique indien repose essentiellement sur l'usage du charbon pour la production électrique (soit environ 75% de la production d'électricité, Cf. graphique ci-dessous), du pétrole pour les transports et l'industrie, ainsi que la biomasse pour le chauffage résidentiel et la cuisson.

Concernant les énergies renouvelables, l'Inde s'est fixé pour objectif d'augmenter à 40% la part d'énergie renouvelable dans le mix électrique du pays d'ici 2030. Ces objectifs font partie des engagements pris par l'Inde dans le cadre des accords de Paris. [Le pays ne devrait pas cependant abandonner le charbon puisque 24 GW de nouvelles centrales électriques à charbon seraient en cours de construction et, selon la presse, le ministère de l'énergie envisagerait d'y ajouter 53,4 GW supplémentaires d'ici 2031](#) afin de pouvoir répondre à la demande croissante⁸.

Inde : production d'électricité par sources, en % (2021=1713,74 TWh)



⁷ En mars 2024, l'Inde a signé un accord de libre-échange avec 4 pays européens : la Suisse, le Lichtenstein, la Norvège et l'Islande (tous membres de l'Alliance européenne de libre-échange (AELE)).

⁸ L'Inde a assoupli les règles en matière d'investissement étranger dans le secteur de l'extraction du charbon et des activités connexes, ainsi que les règles de conformité obligatoires pour les projets d'expansion des mines de charbon en 2022, compte tenu d'une

demande accrue de charbon consécutive à la crise énergétique qui a sévi dans ce pays. Une hausse de la production de charbon locale est ainsi source d'inquiétude pouvant faire baisser les prix locaux et par conséquent, de faire concurrence aux projets d'énergies renouvelables, dont le coût de production pourrait s'avérer plus important.



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary	Chef économiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
Sabrina El Kasmi	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	<i>Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin	<i>Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	<i>Macroéconomie France, conjoncture ETI</i>	Thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.